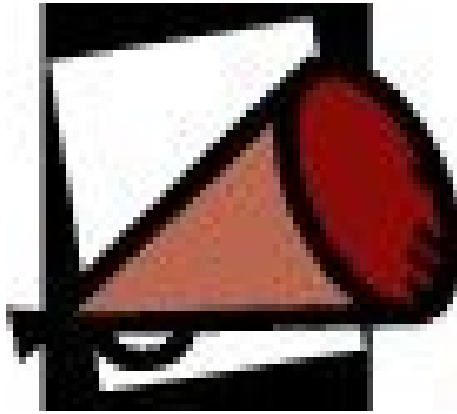


<https://www.pressegauche.org/La-FTQ-souligne-la-Journee-mondiale-pour-le-travail-decent>



La FTQ souligne la Journée mondiale pour le travail décent

- Communiqués -



Date de mise en ligne : mercredi 7 octobre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 7 oct. 2020 - La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) souligne en ce 7 octobre la Journée mondiale pour le travail décent. Cette année, la Confédération syndicale internationale (CSI) marque cette 13^e édition sur le thème Un nouveau contrat social pour la reprise et la résilience.

« La crise de la COVID-19 ajoute une couche de plus à la crise qui frappe la détérioration des droits des travailleurs et travailleuses à travers le monde. Les inégalités, l'insécurité et les lois antisyndicales font en sorte que les pauvres sont de plus en plus pauvres et que les riches sont de plus en plus riches. Il est indécent de constater qu'à peine 1 % de la population détient 90 % de la richesse. Comme si ce n'était pas suffisant, la pandémie a mis à la rue des centaines de millions de travailleurs et travailleuses. Une relance favorisant un travail décent, une économie durable, plus prospère et plus verte doit devenir des objectifs pour nos dirigeants », déclare le président de la FTQ, Daniel Boyer.

« Le moment est venu de mettre en oeuvre un nouveau contrat social pour garantir une reprise économique pour répondre au défi de la pandémie. À notre échelle, cela veut dire : un salaire minimum pour vivre décemment, une réforme de l'assurance-emploi et de la Loi sur la santé et sécurité du travail, une assurance médicaments publique et universelle, une lutte efficace contre l'évasion fiscale et les changements climatiques et le respect des droits syndicaux pour ne nommer que ceux-là », ajoute le président de la FTQ.

Un [sondage mené à l'échelle mondiale en 2020](#) par la Confédération syndicale internationale est on ne peut plus clair : 75 % des répondants estiment que leurs salaires ont stagné ou diminué, 76% ajoutent que le salaire minimum ne suffit pas ; au Canada, 67 % de la population s'inquiète de la croissance des inégalités.

« La remise sur pied de nos économies passe également par la participation de la société civile et des organisations syndicales. La concertation et le dialogue social doivent faire partie des démarches associées dans la construction d'une nouvelle économie qui profitera à toutes et à tous », conclut le président de la FTQ.